

7 octobre 2005 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

## Point de presse conjoint entre MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Tony Blair, Premier ministre britannique, sur la préparation du Conseil européen d'octobre 2005, à Paris le 7 octobre 2005.

LE PRÉSIDENT - Mesdames, Messieurs, un mot d'abord pour dire combien j'ai été heureux de recevoir le Premier ministre britannique, mon ami Tony Blair, venu pour évoquer la préparation - extrêmement positive d'ailleurs-, du prochain sommet qui, le 27 octobre, nous réunira à Londres, ou plus exactement à côté de Londres, à Hampton Court.

Nous avons évoqué, par conséquent, tous les problèmes qui sont ceux d'une certaine vision que nous avons en commun et que nous souhaitons évoquer tous ensemble, de l'Europe, à un moment où celle-ci fait l'objet d'interrogations, voire de critiques de la part de beaucoup d'Européennes et d'Européens. Et l'ambition de la présidence britannique, c'est de montrer que nous avons de l'Europe une vision positive, dynamique et correspondant aux besoins et à l'épanouissement des populations européennes.

C'est cela l'objectif de ce Conseil et j'ai indiqué au Premier ministre que la France apporterait, dans cette optique, cela va de soi, un soutien complet à la présidence britannique. Je suis sûr, d'ailleurs, que tous nos partenaires en feront autant.

Je vais laisser à Tony Blair le soin de dire dans quel esprit les choses vont se dérouler à Hampton Court. Mais avant, je voudrais dire combien je me réjouis que les autorités compétentes aient attribué le prix Nobel de la paix à l'Agence internationale de l'énergie atomique, et à son directeur général, Monsieur El Baradeï, qui ont depuis longtemps -et notamment dans la période difficile actuelle- apporté une contribution déterminante à la recherche de la paix et de la sécurité dans le monde d'aujourd'hui.

M. TONY BLAIR - Tout d'abord, je souhaite dire combien je suis ravi moi aussi d'être ici aujourd'hui, et remercier le président français de son accueil ce matin. Bien sûr, je me fais l'écho, également, de ce qu'il a dit il y a quelques instants sur l'attribution du prix Nobel de la paix, à l'AIEA et à son directeur, M. El Baradeï. C'est un prix qui est tout à fait mérité et très important, et qui démontre très clairement l'importance du travail qui a été fait dans le sens de la paix et de la sécurité dans le monde.

Nous avons eu, comme vous l'a dit le président, une très bonne réunion, très constructive et utile, en vue de la préparation du sommet informel qui va se tenir à Hampton Court, près de Londres, d'ici trois semaines. Elle a porté sur le sujet qui va nous occuper lors de ce sommet, à savoir la nouvelle orientation qu'il faut que nous donnions à l'Europe, à la mesure des défis auxquels elle doit faire face.

Et comme il l'a fort justement dit, il est clair que les citoyens européens posent la question de la direction que prend l'Europe, de la manière dont on peut faire fonctionner l'Europe pour tenir compte des aspirations des citoyens européens, de leur prospérité, de leur sécurité et de leur mode de vie. C'est cela qui les préoccupe, c'est cela qui les intéresse, et c'est cela qui va occuper et nourrir nos débats d'ici trois semaines au Sommet européen, ainsi que la manière dont nous serons capables de relever ces grands défis.

Par ailleurs, nous avons également parlé d'un certain nombre de questions qui seront traitées lors du sommet du mois de décembre, et là, à nouveau, nous avons eu une bonne discussion, très constructive. Il est en effet important que nous retrouvions le sens d'une Europe qui progresse.

considérer ces éléments importants que nous réunissons le long d'une Europe qui progresse, d'une Europe qui a une vision, un avenir. Car, en fin de compte, c'est très important que nous sachions relever les grands défis économiques qui se présentent à nous, dans la mesure où l'Europe constitue, ne l'oublions pas, le plus grand marché au monde, et que les répercussions seront ressenties par chacun de ses citoyens, qu'ils soient français, britanniques ou autres. Vous comprendrez que, comme nous en sommes au stade de la préparation, je ne puisse pas en dire beaucoup plus ni sur la réunion du mois d'octobre, encore moins sur celle du mois de décembre. Je tiens à remercier le président français pour son soutien, le soutien sans faille qu'il a apporté et qu'il apporte à notre présidence au cours de ce semestre.

QUESTION - M. de Villepin a dit à la télévision hier soir qu'il était important que le modèle social français ne soit pas écarté ou rejeté. J'aimerais savoir ce qu'en pense le Premier ministre, M. Blair. Et également vous demander, M. le Premier ministre, si vous et le président français êtes arrivés à vous mettre d'accord sur quoi que ce soit ?

M. TONY BLAIR - Ce qui est important, c'est de se mettre d'accord sur la façon dont nous allons pouvoir relever le grand défi de la mondialisation. C'est cela qui va faire l'objet de notre débat et de notre réunion informelle, le 27 octobre. Et il faut que nous l'abordions sous l'angle européen et au nom des citoyens que nous représentons, et qui sont les citoyens de l'Europe. Je n'ai pas de commentaire à faire sur ce qu'a dit le Premier ministre français sur le modèle social français. Il revient aux Français de prendre ces décisions, il ne me revient pas d'y apporter le moindre commentaire.

L'important -et c'est bien compris ici-, c'est le grand défi que les Européens doivent relever, la mondialisation. Nous devons le relever en tant qu'Européens. Je parlais au président récemment d'une de mes visites en Chine et en Inde -et il connaît bien ces pays- et de l'importance cruciale pour le marché européen. La question est de savoir comment relever ce défi dans un esprit d'économie compétitivité, mais aussi avec un grand sens de la solidarité sociale.

Alors, il y aura toujours des différences de part et d'autre sur certaines questions, mais il est important de voir si nous pouvons trouver une manière d'aller de l'avant pour l'Europe, le bien-être et l'avenir des citoyens européens. Et si nous n'y arrivons pas, il n'y aura aucun bénéfice pour les citoyens, ni en France, ni au Royaume Uni. C'est la tâche que le président et moi-même nous sommes assignés : nous voulons trouver les moyens d'accroître la prospérité des citoyens à la fois en France, au Royaume Uni et en Europe.

LE PRESIDENT - Je voudrais juste ajouter un mot à cette question. Chacun sait qu'il y a pu y avoir et qu'il y aura des divergences de vues, notamment sur des problèmes techniques, entre la Grande-Bretagne et la France. Et c'est normal. Mais vous devez savoir également que nous avons conscience des difficultés actuelles de l'Europe. Et que nous avons pour ambition de faire en sorte que ces difficultés disparaissent et non pas s'accroissent.

Par conséquent, il fait bien comprendre que nous sommes tous les deux déterminés à être, pour l'Europe de demain, celle que l'on va essayer de définir mieux encore à Hampton Court, non pas une force de division, mais une force d'harmonie. Nous sommes tous les deux déterminés à nous entendre pour être une force d'harmonie pour l'Europe de demain.

QUESTION - Avez-vous évoqué les questions de politique étrangère, en ce qui concerne le Moyen-Orient, le Liban, L'Iran, la Turquie et l'Irak naturellement ?

LE PRESIDENT - Nous n'avons pas évoqué ces problèmes, qui n'étaient pas à l'ordre du jour de nos entretiens. Mais ce que je peux vous dire, c'est que sur l'ensemble des problèmes que vous avez évoqués pour le Moyen-Orient dans son ensemble, la position britannique et la position française sont extrêmement proches, pour ne pas dire identiques.